

Convention collective nationale

**CENTRES
D'INSÉMINATION ARTIFICIELLE
(6 juillet 1989)**

AVENANT N° 17 DU 21 DÉCEMBRE 2004 (1)

NOR : AGRS0597020M

Entre :

Le syndicat national des centres d'insémination animale (SNCIA), représenté par le président de la commission sociale employeurs,

D'une part, et

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture (FSCOPA-CFTC),

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des activités annexes Force ouvrière (FGTA-FO),

Le syndicat national des inséminateurs (SNI-CGC),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Révision des articles 42, alinéa 1^{er}, et 43, paragraphe 1

L'article 42, alinéa 1^{er} est modifié comme suit :

« Le salaire réel inclut, quelles qu'en soient la forme et la périodicité, tous les éléments de la rémunération brute passibles de cotisations de sécurité sociale, y compris les prestations de sécurité sociale (maladie, maternité, accidents du travail), à l'exclusion :

- « – des heures supplémentaires (pour le personnel non inséminateur) ou de l'activité effectuée en sus du volume annuel normal de travail (pour le personnel inséminateur) ;
- « – de la prime d'ancienneté à concurrence de son montant calculé conformément à l'article 44 de la présente convention ;

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

« – de la majoration minimale de 25 % en temps de récupération ou en salaire, pour travail des dimanches et jours fériés à concurrence de son montant calculé conformément à l'article 30 de la présente convention. »

L'article 43, paragraphe 1 est modifié comme suit :

« 1. Au cours des 2 mois suivant la période annuelle de référence fixée par l'entreprise, l'employeur doit :

« a) comparer le salaire réel brut défini à l'article 42, perçu par chaque salarié pendant cette période, à la moyenne pondérée des valeurs successives de la RAM définie à l'article 41 pendant la même période ;

« b) comparer la prime d'ancienneté versée au salarié à la prime d'ancienneté calculée conformément à l'article 44 de la présente convention ;

« c) comparer la majoration pour travail des dimanches et jours fériés versée au salarié à la majoration minimale de 25 % en temps de récupération ou en salaire, pour travail des dimanches et jours fériés prévue à l'article 30 de la présente convention.

Si chaque comparaison fait apparaître un solde négatif au détriment du salarié, cette différence est versée sous forme d'un complément de rémunération. »

Article 2

Révision de l'article 63 alinéa 1^{er}

L'alinéa 1^{er} de l'article 63 est modifié comme suit :

« Conformément à l'article L. 122-14-13 du code du travail, l'employeur peut rompre le contrat de travail d'un salarié si ce dernier a atteint l'âge de 65 ans. »

Article 3

Dépôt et entrée en vigueur

Etabli en vertu des articles L. 132-1 et suivants du code du travail, le présent avenant est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations syndicales signataires et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Il entre en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suit son dépôt auprès du service pluri-départemental de l'inspection du travail.

Fait à Paris, le 21 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)